

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: espagnol

ARGENTINE

Déclaration de M. Guido Di Tella Ministre des relations extérieures, du commerce international et du culte

Je voudrais exprimer nos très sincères remerciements au gouvernement et au peuple des États-Unis, en particulier aux habitants de Seattle, pour leur généreuse hospitalité et pour le cadre qu'ils ont offert à cette troisième Conférence ministérielle de l'OMC.

Même si dans dix jours le gouvernement que je représente transférera ses pouvoirs aux nouvelles autorités issues du scrutin populaire, et qui auront à leur tête M. Fernando de la Rúa, je peux vous assurer que la délégation de la République argentine est très fermement décidée à conserver les priorités et les orientations qu'elles a indiquées durant les travaux préparatoires de la présente Conférence. Le nombre et le niveau hiérarchique des représentants venus assister à cette réunion, ainsi que les opinions recueillies lors des consultations tenues ces derniers mois, témoignent clairement du haut degré d'intérêt, de priorité et de consensus que nous accordons aux programmes proposés pour les prochaines négociations.

Nous espérons tous qu'il sera possible, à cette Conférence, de trouver le moyen le plus efficace de consolider l'OMC. L'expérience nous enseigne que la seule réponse satisfaisante aux défis du monde globalisé et aux graves effets de la crise financière, encore perceptibles dans la nôtre et dans d'autres régions du globe, est de garder les marchés ouverts et de nous accorder réciproquement des possibilités croissantes de commerce et d'investissement. Ce cycle doit être celui qui nous permettra de donner au développement une dimension moderne et d'associer sérieusement les pays en développement aux avantages de la libéralisation du commerce.

Il est difficile à notre pays de nous associer passivement à l'attitude manifestée par certains de nos principaux partenaires commerciaux à l'égard des engagements pris à Marrakech et du sens qu'il faut donner aux futures négociations. Surtout après avoir payé un prix élevé pour parvenir à de tels accords. L'Argentine, qui a confirmé qu'elle entendait préserver sa généreuse ouverture unilatérale au commerce des biens et des services, mais aussi accorder un niveau comparativement ambitieux de protection de la propriété intellectuelle, ne trouve ni acceptable ni rationnelle l'obsession protectionniste que révèlent les propositions de certains des membres parmi les plus éminents de l'OCDE, qui devraient être les instigateurs et non les perturbateurs de cette nouvelle étape de la libéralisation des échanges.

Ce curieux paradoxe politique ne nous amènera pas à oublier que, grâce à ces négociations, nous devons corriger, comme le dit l'Accord instituant l'OMC, les déséquilibres inacceptables et l'absence d'équité qui perdurent encore dans le système. Le plus important de ces déséquilibres concerne le traitement discriminatoire et frileux qui caractérise les règles et les conditions d'accès aux marchés appliquées à l'agriculture. Aucun autre secteur du commerce, pas même les produits textiles si malmenés, n'est soumis à autant d'aléas et de pénalisations après cinq décennies d'existence de ce système multilatéral.

Pour l'Argentine, dont les exportations agricoles assurent plus de 50 pour cent des recettes d'exportation, corriger ce déséquilibre relève de la raison d'État. Une agriculture privée de possibilités d'expansion et rémunérée à bas prix est un attentat à sa viabilité économique. Face à cette menace, nous ne pouvons franchement ni comprendre ni accepter les motifs mis en avant par certains pays amis de l'OCDE pour promouvoir le blocage irresponsable d'une renégociation ambitieuse de l'Accord sur l'agriculture.

Ceux qui prônent de telles idées accentuent la précarité qui menace l'approvisionnement alimentaire mondial, précarité qui sera ensuite faussement imputée à de présumées défaillances des marchés. Ils diront que la crise qu'eux-mêmes préparent démontre que la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire doivent être synonymes, même dans le cas des économies industrialisées qui pratiquent un mercantilisme commercial agressif avec leurs éternels excédents. Face au drame indéniable de la faim que vivent beaucoup de régions du globe, imposer une logique visant à définir des disciplines agricoles prioritairement axées sur des questions telles que la conservation du paysage rural comme "modèle de vie authentique" et universel nous paraît à tout le moins frivole et bien éloigné des normes minimales de solidarité et de coopération civilisée.

L'expression la plus extrême de cette orientation protectionniste est ce que l'on appelle la multifonctionnalité de l'agriculture, avec le cortège d'alibis dont elle s'accompagne, au nom de laquelle on cherche à perpétuer la pratique de subventions qui entraînent des distorsions de la production et des échanges. Les arguments de ceux qui bloquent l'approbation des disciplines relatives aux crédits à l'exportation de produits agricoles – latente violation d'une obligation contraignante et mauvais coup porté contre les revenus des producteurs ruraux du monde entier, y compris de ceux qui travaillent sur leur propre territoire – nous inspirent de semblables réserves. Au nom de quelle autorité morale peuvent-ils exiger des autres Membres de l'OMC qu'ils s'acquittent convenablement de leurs autres obligations, ceux qui torpillent délibérément les présentes négociations depuis près de deux ans?

Estimés collègues, nous sommes ici pour adopter des décisions qui permettent de consolider ce système et non de le détruire. L'Argentine souhaite œuvrer de manière constructive pour que nos travaux aboutissent à ce résultat. Nous espérons sincèrement qu'un effort collectif permettra d'atteindre cet objectif.
